

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

18<sup>ème</sup> année - N° 3068 - Mercredi 20 Décembre 2017 - Prix : 200 Fc

INAUGURATION DU NOUVEAU BÂTIMENT DE LA BCC

## Une nouvelle ère s'ouvre



Inauguration du nouveau bâtiment de la BCC

**ENVIRONNEMENT**

### Deux jours de réflexion sur la gestion durable des déchets

LIRE PAGE 4

Visitez le site de la Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**Prières aux heures officielles  
Du 16 au 20 Décembre 2017**

Lever du soleil:  
05h 38mn  
Coucher du soleil:  
18h 27mn

Fadjr : 04h 25mn  
Dhouhr : 12h 06mn  
Ansr : 15h 42mn  
Maghrib: 18h 30mn  
Incha: 19h 44mn



## INTERVIEW / SAID ALI SAID CHEYHANE

**"La divergence de vue est normale, je dirais même souhaitable"**

*Une fois n'est pas coutume, le ministre des finances se livre non pas pour l'actualité financière mais pour le sujet qui accapare et alimente les débats. Saïd Ali Saïd Cheyhané qui donne son avis sur les assises nationales que le pays s'apprête à tenir.*  
**Interview.**

**Question : M. Le ministre, assises nationales obligent, quelle est donc votre position par rapport à cela ?**

**Saïd Ali Saïd Chayhané :** merci de m'avoir ainsi permis de m'exprimer sur un sujet de grande préoccupation et d'actualité comme celui des assises nationales. Tout d'abord il reviendrait au mouvement du 11 août d'apporter toute la lumière sur les tenants et aboutissants des assises nationales, mais comme la question m'a été adressée et parce que je suis favorable à leur tenue, je me propose d'apporter certains éléments de réponse.

Des assises parce qu'il faut bien faire le bilan des 42 années d'indépendance réclamé par l'opinion publique. Un bilan qui permettrait d'évaluer la gestion du passé et de baliser objectivement ce que doit être le travail du jour et celui des générations futures. Refuser ou s'opposer à la tenue de ces assises c'est tout simplement refuser de regarder les erreurs du passé, et surtout refuser de songer à un lendemain différent, un lendemain meilleur.

Des assises parce que c'est vraiment le moment de tout remettre en cause et de passer au peigne fin aussi bien, la gestion du passé que l'ensemble de nos prévisions de développement. Au moment où le chef de l'État appelle à l'émergence du pays, au moment où toutes les forces vives du pays sont invitées au sursaut national, au moment où aucune échéance électorale n'est en gestation, le moment est donc propice pour tenir ce devoir de vérité. Surtout qu'aucune crise ne dicte la précipitation qui pourrait perturber la sérénité nécessaire à pareil exercice.

Enfin des assises nationales pour mieux dessiner le futur avec plus de clairvoyance. Il ne s'agit pas d'une tribune dédiée aux polémistes de tout bord. Mais plutôt un cadre idéal de

concertation, de partage, d'analyse et de conception pour un modèle de société et une organisation optimale à même de hisser le pays au rang des pays émergents. C'est un devoir pour tout citoyen et ce serait dommageable, pour tous ceux qui croient et qui travaillent pour le développement de ce pays, de ne pas s'en acquitter.

**Question : N'empêche que certains sont sceptiques quant à sa finalité. Mais que peut-on réellement attendre ?**

**S.A.S.C :** le moins que l'on puisse attendre est qu'elles permettent une lecture cohérente et objective du destin des Comores. C'est une nécessité absolue car les alternances démocratiques pour lesquelles nous militons jour et nuit, ne doivent pas être synonymes d'éternel recommencement. Pour émerger le pays a besoin d'orientations claires et cohérentes acceptées par la grande majorité des forces vives car résultant d'une large concertation. Le débat politique des pays développés ne tourne pas autour des orientations stratégiques de développement mais plutôt autour des méthodes de mise en œuvre. Tout simplement parce que quelque part réside une convention nationale qui a requis tous les agréments des acteurs politiques, économiques et de la société civile. Une convention qui consacre la volonté de tout un peuple exprimée méthodiquement et qui s'impose comme le mode d'emploi de tous leurs gouvernants.

Les assises permettraient, puisqu'il s'agit aussi bien de bilan, de faire la part des choses des différents gouvernants et par voie de conséquence, éviter la confusion entretenue jusque là sur les personnes qui ont eu à diriger ce pays. Une confusion tendant à loger tout le monde dans la même enseigne. Je veux dire que les assises telles que prônées par le mouvement du 11 août doivent aboutir à ce devoir de discernement. Certains croient à tort que la préoccupation dont il sera question lors de ces assises sera exclusivement et forcément financière. Elle sera aussi et tout d'abord politique, sociale et incontestablement financière. Les coups d'états à répétition, les crimes politiques, le

mercénariat, le séparatisme, les détournements de deniers publics sont autant des sujets de préoccupation qui méritent d'être examinés lors de ces assises. Encore une fois refuser cet exercice suppose avoir un mobile personnel et inavouable, quelque chose que l'intérêt général ne saurait retenir.

La vérité une fois dite constitue une voie vers cette nécessaire réconciliation des cœurs. L'avantage est grand en ce sens que les enfants du pays apprendraient beaucoup sur leur histoire et surtout sur les maux qui ont rongé ou qui rongent encore.

**Question : Je reviens à ma question sur les réserves exprimées par une partie de la classe politique. Qu'en dites-vous ?**

**S.A.S.C :** La divergence de vue est normale je dirais même souhaitable quelque fois. C'est leur droit le plus absolu d'être pour ou contre les assises je le reconnais, mais c'est quand même dommage pour un leader politique de ne pas saisir l'opportunité. Le propre d'un leader politique est de rassembler des citoyens autour d'un idéal commun pour une cause d'envergure, une cause nationale dans la plupart de temps. Si aujourd'hui, il n'est pas nécessaire de jeter un regard sur le rétroviseur, s'il n'est pas nécessaire à un moment de passer en mode phare pour mieux appréhender la route et permettre une bonne conduite ; Eh bien ! Que nos chers leaders nous disent par quelle magie, arrivent-ils à fixer un idéal à des comoriens soucieux que leur voix soit entendue ; que leurs aspirations légitimes soient prises en compte dans l'élaboration de toute stratégie de développement. Aucun homme politique digne de cette qualité ne peut valablement se soustraire à ce devoir national sauf s'il estime n'avoir de compte à rendre à personne. Sauf si la voie du salut lui a été divinement révélée à l'instar des prophètes. Ailleurs, un débat de cette nature obtient l'aval de toutes les forces vives du pays concerné, car quelque soit le niveau de développement, tenir un bilan et définir des orientations claires est l'exercice de tout gestionnaire, de tout responsable soucieux d'amener son entreprise vers



la gloire.

**Question : L'opposition soupçonne un agenda supposé caché du régime visant à mettre fin à la tournante ?**

**S.A.S.C :** Je m'excuse pour ceux qui pensent ainsi, mais cela s'appelle mettre la charrue avant les bœufs. Avant la tenue des assises, il ne peut s'agir que de fantasme des uns et des autres sur une question donnée. Serait malin celui qui pourrait prédire les conclusions des débats non encore tenus. N'empêche que chacun d'entre nous et en tant que citoyen comorien libre de ses pensées et de ses mouvements, espère tel ou tel aboutissement. Mais c'est là toute la nécessité pour moi de ne pas manquer à l'appel justement pour pouvoir défendre ma position. Autrement, que feront-ils pour empêcher que cela ne soit le cas ? La politique de la chaise vide n'a jamais été une bonne solution.

La tournante nous a permis de nous retrouver après une décennie de crise séparatiste. Mais la formule n'est pas exempte de critiques et suscite chez certains une multitude d'interrogations. Pourquoi vouloir soustraire la question à l'exercice national ? Si la tournante doit constituer une exception, on est tout de même en droit de demander à ses défenseurs les raisons d'un tel régime.

Après la réconciliation et l'unifica-

tion du pays, la grande préoccupation reste le développement. Il nous faut pour cela comprendre nos erreurs, nos forces et faiblesses pour un nouveau départ. Je pense que les comoriens et plus particulièrement les jeunes ne pourront pas se contenter des seuls résultats de la tournante bien que plausibles. Ils ont droit à autre chose qui promet, qui éveille leur fierté leur sentiment d'appartenir à ce pays et leur engagement indéfectible à lui servir. Cette chose là est celle à définir, à rechercher durant les assises. Vouloir à tout prix résumer les assises à la seule problématique du maintien ou non de la tournante ce serait décevoir, ce serait réduire la portée des assises. Il s'agit dans l'un ou l'autre cas de faire preuve de dépassement, de savoir et pouvoir mettre l'intérêt général au dessus de toute autre considération et se forcer de trouver la forme d'organisation qui permettra au pays de rejoindre au moins ses voisins dans la course effrénée qu'ils font vers le bonheur. Si après examen et analyse, la tournante se révèle être formidable pour un développement rapide de notre cher pays, alors qu'elle soit maintenue. A l'inverse que la tournante retrouve sa place dans les livres d'histoires des institutions politiques.

**Propos recueillis par M. Mbaé**

## HABARI ZA UDUNGA

**Entre géostratégie et politique sous les cocotiers**

**L**es îles de la lune ne savent plus à quel saint (cheikh) se vouer dans cette histoire d'assises et de rapports avec l'ancienne puissance coloniale. Entre les partisans et les opposants, le petit peuple commence à s'emmêler les pédales dans les explications des uns et des autres.

Nous l'écrivons souvent, les îles de la lune même si elles se prennent de temps en temps comme étant le centre du monde, ont été à la remorque d'intérêts qui les dépassent. L'ancienne puissance tutrice

comme aimait à l'appeler le Mongozi, a toujours su manœuvrer pour mettre ses pions là où il faut.

Il faut le reconnaître, nous avons été toujours avares d'initiatives hardies. N'oublions pas que et cette histoire de pétrole et notre positionnement géographique font qu'elle doit avoir les cartes en mains pour éviter de se trouver en portes à faux avec les grands voisins de la région. En effet, nous sommes considérés, à tort ou à raison, comme étant le maillon faible dans la zone. Aussi nos choix doivent nous amener à

adopter une capacité à plier sans casser, à l'image du roseau de la Fontaine.

A l'heure qu'il est, il semble que les stratèges gaulois, ne semblent pas avoir en main toutes les garanties de tenir pleinement compte de leurs intérêts, de part et d'autres de notre classe politique.

La commission mixte France-Comores, selon des analystes sous les cocotiers, ne semble pas être un vrai cadeau de fin d'année. L'appui au secteur productif et autres phrases de circonstance ne sont pas loin

de ce qui a été toujours fait par nos cousins gaulois avec les résultats que nous connaissons.

Pour en revenir à la géostratégie, il faut comprendre que nos îles sont au centre d'enjeux qui les dépassent dans la mesure où le monde actuel est constitué de blocs dont on a le plus grand mal à définir les contours. Il n'y a pas si longtemps l'Arabie saoudite nous ignorait superbement. Ce n'est plus le cas maintenant. Quels enseignements devons-nous tirer de cela, connaissant les soubresauts qui agitent la

péninsule arabe ?

Notre microcosme sous les cocotiers et notre classe dirigeante ne devront pas oublier ces paroles de Jean-Jacques Rousseau qui a écrit dans son livre « Le Contrat social » ceci : « Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, à moins qu'il ne transforme sa force en droit, et l'obéissance en devoir ». Et malheureusement c'est ce qui se passe tout le temps.

**Mmagaza**

## INAUGURATION DU NOUVEAU BÂTIMENT DE LA BCC

## Une nouvelle ère s'ouvre

*La banque centrale se dote d'un nouveau bâtiment flambant neuf et un espace muséographique. Une nouvelle ère pour la banque des banques qui entend s'ouvrir à des partenaires bancaires de la région, d'après son gouverneur qui souhaite faire de son institution une référence en matière de formation.*

La banque centrale des Comores a procédé hier mardi à l'inauguration d'un nouveau bâtiment. Une cérémonie à laquelle ont pris part outre, le président de la République et une brochette de personnalités politiques, religieuses et civiles de la place, mais aussi des représentants des institutions bancaires internationales et régionales – la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) – la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) – la

Banque de France et de la Monnaie de Paris.

« Nous avons souhaité donner à cette cérémonie une dimension nationale et internationale afin de marquer l'importance que revêt le secteur bancaire dans le développement de notre pays », a indiqué Younoussa Imani gouverneur de la Bcc. Le patron de la banque centrale a affiché son ambition d'ouvrir son institution dans son environnement régional pour, dit-il, des échanges d'expérience et de bonnes pratiques.

« Notre partenariat avec nos institutions sœurs la BCEAO et la BEAC aura une forme concrète avec la mise en place aux Comores pour la première fois d'un centre de formation destiné aux agents des trois institutions, mais aussi au personnel des banques et établissements financiers et aux institutions publiques comoriens », a-t-il assuré,

ajoutant qu'il souhaiterait faire de la Bcc une référence nationale et régionale en matière de formation dans la profession bancaire et financière.

« Il y a 13 ans de cela, vous avez œuvré dans le sens de casser le monopole du secteur bancaire en facilitant la demande d'agrément de la plupart des établissements bancaires ici présents », a-t-il rappelé. « Je me réjouis de constater qu'aujourd'hui, nous comptabilisons une dizaine de banques, d'établissements financiers et de micro-finance, dont les demandes d'agrément ont été initiées durant la période de mon premier mandat comme Président de l'Union des Comores. Je fais allusion à l'Exim Bank, à la BFC, à la SNPSF, à l'Union des Mecks et aux Sanduks », a renchéri le chef de l'État. Le colonel Azali Assoumani est convaincu que l'arrivée de ces nouvelles banques a pro-

fondément bouleversé le système bancaire comorien.

Une politique d'ouverture mise en place depuis 2004 et qui ne tardera pas à porter ses fruits avec la multiplication du crédit par 8, passant de 10 milliards de Fc en 2005 à 80 milliards aujourd'hui. Le chef de l'État reconnaît les difficultés multiformes que rencontrent les banques de la place, tant en matière de gouvernance, d'actionnariat que de respect de la loi bancaire. Et que le gouverneur de la Bcc, s'est vu confier la mission de faire le ménage dans le secteur.

« Nous avons pu résoudre certaines des situations qui auraient tourné au pire et sommes confiants que des solutions seront trouvées pour les autres problèmes », se réjouit Dr Younoussa Imani. Tout n'est pas négatif à en croire le locataire de Beit-Salam, siège de la présidence, qui a donné une mention

particulière à la première banque des Comores en termes de dépôts et de crédits qui n'est autre que l'Union des Mecks.

« Lorsque nous avons eu l'idée en 2004 de créer les Mecks et les Sanduks, nous avions à l'idée à l'époque de créer des instruments de petits crédits au bénéfice des plus démunis, qui ne disposaient pas de garanties bancaires suffisantes pour pouvoir s'adresser à des grandes banques », a-t-il indiqué.

Et d'ajouter : « grande fut ma belle surprise que notre bébé d'il y a dix ans est devenu aujourd'hui la première Banque des Comores en termes de dépôts et de crédit ». Avant d'inviter les banques « levier en matière (...) de politique de crédit », dans son engagement de mettre le pays sur la voie de l'urgence d'ici à l'horizon 2030.

Maoulida Mbaé

## FINANCE

## Azali dévoile son plan de sauvetage de la Snpsf

*Le président de la République a dévoilé une partie de son plan de sauvetage pour la société nationale de poste et des services financiers. Cette banque postale confrontée ces dernières années à une série de difficultés qui ont même failli ensevelir ce patrimoine national comme l'a indiqué le chef de l'État.*

L'État décide de reprendre la main sur la société nationale de poste et des services financiers (Snpsf) qui est confrontée à des difficultés énormes. Le président de la République a dévoilé une partie du plan de sauvetage de ce fleuron de l'État. Des mesures consistant en la nomination d'une nouvelle direction à la recapitalisation de la banque et la recherche d'un partenaire.

Dans son allocution marquant l'inauguration officielle du siège de la Banque Centrale de Comores (Bcc), le président Azali Assoumani fait savoir que son premier gouvernement aussitôt investi en 2016, s'est fixé comme priorité le sauvetage de la Snpsf. « J'ai écarté la proposition de fermer cette société, qui pour nous constitue non seulement un patrimoine national mais aussi une banque pleine d'avenir si elle est bien gérée. Pas besoin d'être banquier ou économiste pour comprendre qu'avec des flux salariaux de plus de 2,5 milliards de Fc par mois, qui sont en constante croissance, une gestion bancaire efficace suffirait pour que la Snpsf redevienne une des premières banques de la place », a-t-il déclaré.

Et de continuer : « aujourd'hui, sous l'impulsion de mon gouverne-



ment, une nouvelle direction est en place et a entrepris des réformes importantes. Des mesures fortes ont été prises par l'État, actionnaire unique, comme la recapitalisation en trois ans. La recherche d'un partenaire est en cours ». Une initiative qui a beaucoup plu au gouverneur de la Bcc qui a rendu un hommage surtout à cette recapitalisation annoncée.

« Un geste que nous attendions depuis près de 10 ans, mais qui n'est jamais venu des pouvoirs publics. Nous comptons sur vous et votre gouvernement pour des gestes encore plus significatifs, notamment dans la réforme du système judiciaire pour que la justice puisse être plus

proactive quant aux difficultés de recouvrement des garanties bancaires », a-t-il dit.

Dr Younoussa Imani qui épingle la multiplication des erreurs qui a conduit cette banque postale à une situation de quasi cessation de ses activités. Un cas qui n'est pas propre à la seule Snpsf au secteur bancaire dans son ensemble et dont la Bcc s'est vu obliger d'intervenir pour éviter le pire. « Le cas de la Banque postale (la SNPSF) est un cas illustrant une accumulation des lacunes tant au niveau de la gestion de l'entreprise que de la supervision de celle-ci », a-t-il souligné.

Même cri d'alarme pour le chef de l'État qui déplore une situation

qui « s'est empirée au fil de ces dix dernières années à cause d'une mauvaise gestion et des pratiques contraires aux principes d'une gestion rationnelle. La situation s'est dégradée d'année en année ».

Azali Assoumani regrette le temps où la SNPSF était en bonne santé, enregistrant des résultats positifs, avec des activités qui étaient, dit-il, en pleine croissance. Et de rappeler l'objectif de la création de la banque postale qui était la bancarisation d'un peu plus de 15.000 agents de l'État et d'en faire une institution financière capable de collecter de l'épargne à travers la canalisation des salaires des fonctionnaires et l'attraction des fonds de la

diaspora comorienne.

« On peut dire que le pari de la collecte de l'épargne est gagné, car aujourd'hui, la SNPSF est devenu la deuxième Banque comorienne en termes de dépôts avec 21% de l'ensemble des dépôts derrière l'Union des Mecks qui totalise 24% des dépôts », s'est-il réjoui.

Maoulida Mbaé

**La Gazette des Comores**  
**Directeur général**  
 Saïd Omar Allaoui  
**Directeur de la publication et**  
**Rédacteur en chef**  
 Elhad Saïd Omar  
**Rédaction**  
 A. Mmagaza  
 Maoulida Mbaé  
 Al-hamdi Abdillah  
 Mohamed Youssouf  
 M.I.M Abdou  
 Toufé Maecha  
**Chronique Sportive**  
 B.M. Gondet  
**Mise en page**  
 Abdouchakour Aladi Nourou  
**Secrétaire de rédaction**  
 Sanaa Chouzour  
**Responsable commercial**  
 Mariama Mhoma  
**Documentation archiviste**  
 Rahamatoullah Youssouf  
**Photographe / Site Web**  
 Mohamed Saïd Hassane  
**Impression**  
 Graphica Imprimerie  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)  
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

## ENVIRONNEMENT

## Deux jours de réflexion sur la gestion durable des déchets

L'Université des Comores, la direction de l'environnement et l'association 2 Mains organisent depuis hier mardi, un forum autour de la gestion durable des déchets. L'objectif visé est la sensibilisation et la mobilisation du grand public.

Un forum autour de la gestion durable des déchets se tient à Moroni depuis hier. Une question au centre des préoccupations des Comoriens. Le projet initié par la faculté des sciences de l'Université des Comores, a reçu l'appui du ministère de l'environnement et l'association 2 Mains.

Le forum a pour objectif de sensibiliser et appeler à la mobilisation du grand public sur la question des déchets, d'échanger sur les problématiques, les enjeux mais aussi sur les bonnes et mauvaises pratiques de gestion des déchets en se basant sur des cas concrets et rassembler les

acteurs insulaires, nationaux et internationaux afin de déterminer des axes prioritaires et des ressources essentielles au développement d'une politique de gestion durables des déchets.

« Les déchets ont toujours un impact sur l'homme et son environnement. Une bonne gestion des déchets est une condition majeure de développement social, économique et environnemental surtout des îles à fort potentiel touristique », assure J. Bassa Mazzoni, l'ambassadrice de France en Union des Comores.

La diplomate juge urgent d'appuyer la mise en place de plans de collecte pérennes en partenariat avec l'Etat, les gouvernorats et les communes, de soutenir les activités d'économie circulaire (tri et recyclage des déchets) et sensibiliser la population sur le tri des déchets et de trouver des solutions pour enlever les déchets encombrants.



« Cette démarche est vraiment essentielle pour l'environnement, le tourisme et la santé de la population, poursuit-elle. La valorisation des déchets doit devenir un fil conducteur des interventions menées par les partenaires au développement en vue de créer du service, de l'activité

économique et de l'emploi grâce à la transformation des déchets ».

Du côté de la vice-présidence en charge de l'environnement, l'émergence passe nécessairement par la maîtrise des déchets.

« La gestion des déchets est un peu optimale. Au niveau de la capi-

talé, la production des déchets est estimée en moyenne à 60 tonnes par jour et le taux de collecte est seulement de 40% avec un service de collecte très irrégulier. Et en plus de cela, ces déchets ne sont ni triés et ne subissent aucune forme de valorisation », lance Siradji Mkandzilé, le directeur général adjoint à la direction de l'environnement, avant d'ajouter que « c'est vous dire l'importance que nous accordons à ce forum ».

Au cours de la rencontre, de nombreux stands ont présenté des initiatives nationales et régionales en faveur d'une gestion durable des déchets aux Comores. Des artisans recycleurs de Moroni, des universitaires et des techniciens spécialistes ont proposé une série de démonstrations sur les activités du recyclage et de production d'énergies renouvelables à partir des déchets.

Mohamed Youssouf

## INAUGURATION CASM

## Réouverture du CASM après des années de pause

Après des années de pause, le Centre d'Animation Socio-culturelle de Mtsangani a rouvert ses portes hier mardi. Le new CASM est doté d'un centre solaire de 32 panneaux, d'un parc informatique, d'une bibliothèque, mais il prépare aussi la réouverture prochaine de sa station radio et télévision.



Sur un projet de CASM France, le Centre d'Animation Socio-culturelle de Mtsangani a signé son retour après des années de pause. Et cette fois, le centre revient en force avec l'acquisition d'un centre solaire de 32 panneaux avec 24 batteries d'une capacité de 45Kw par jour, la réouverture de la bibliothèque et d'un parc informatique. Le centre annonce aussi la réouverture prochaine de la radio et télévision Mtsangani.

Cette cérémonie a rassemblé les cadres du quartier, des anciens dirigeants du CASM mais aussi des membres du gouvernement. « La réouverture du CASM est un jour de fête. Ce geste nous a permis de confirmer qu'on peut avoir confiance aux jeunes pour l'avenir de notre pays », lance Said Abdallah Mchangama. La rénovation et le renouvellement du CASM a coûté plus de 44 millions de francs comoriens financés par le quartier de Mtsangani, les jeunes de

CASM en France mais aussi avec l'appui de l'ambassade de France à Moroni. « Avec cette réouverture, on vient de redynamiser le quartier mais aussi la préservation de notre culture », poursuit-il.

Le ministre des affaires étrangères, enfant du quartier a montré l'engagement du gouvernement comorien à accompagner le CASM pour ses missions. « Voir le CASM revenir aujourd'hui, c'est un immense plaisir pour venir jouer son rôle permanent dans la culture. Au delà de ses missions, on veut que le centre ait un symbole particulier pour notre culture », déclare Soeuf Mohamed El Amine. Du côté de l'ambassadrice de France à Moroni, elle a salué le geste des femmes du quartier en s'impliquant financièrement dans le projet.

« Le centre restera aujourd'hui un centre fonctionnel où les élèves et étudiants vont pouvoir travailler sans craindre une coupure. Et c'est une bonne chose pour les jeunes », avance J. Bassa Mazzoni. Enfin, les femmes du quartier ont appelé à la bonne gestion du nouveau centre et affirment qu'elles resteront toujours derrière les jeunes pour contribuer au développement social du quartier. « Le projet énergie solaire de CASM ne va pas servir seulement le centre. Elle va permettre de nous éclairer nous même et nous rassembler », souligne Moinafatima Djalim, la représentante des femmes de Mtsangani dans cette cérémonie inaugurale. La cérémonie s'est clôturée par des expositions photo de Mab Elhad et de peintures de Soule Ali.

Mohamed Youssouf

## MAK TECHNOLOGY

Le partenaire idéal  
Informatique - Bureautique - Téléphonie - Image & Son

Place Bangweni Mtsangani

Décembre Na Furaha



Profitez de cette fin année pour faire des cadeaux :

De multiples offres sur les ordinateurs, APN Reflex, téléphones, téléviseurs, multifonctions... sont disponibles dans la limite des stocks

Pour 1 PC Portable :

Remise accordée a - 15% + Sacoche offerte

Prise parafoudre : - 20%

Pour 2 PC Portables :

Remise accordée a - 20% + Sacoche offertes

D'autres surprises vous attendent

## SANTÉ PUBLIQUE

## L'inspecteur général de la santé démis de ses fonctions

*Le docteur Ben Halidi Mvoulana Abdallah, inspecteur général de la santé, est sommé de rendre les clés de son bureau et son cachet par le ministère de la santé. Son bureau est resté fermé depuis maintenant des semaines.*

L'épisode, peut-être le dernier, a commencé fin novembre pour Ben Halidi

Mvoulana Abdallah, inspecteur général de la santé. Avant de partir en Arabie Saoudite début décembre, la ministre de la santé a sommé l'inspecteur Halidi de rendre les clés de son bureau ainsi que son cachet. Cette inimitié serait enclenchée par une enquête menée par nos confrères de Hayba FM, mettant en cause la façon dont l'inspection générale de la santé traite les dossiers relevant de sa compétence, notamment

en ce qui concerne les structures pharmaceutiques.

L'enquête publiée sur la page facebook de la station radio révèle le mutisme observé par ladite inspection. « Un laisser aller », ont écrit nos confrères qui ont cité, entre autres, le cas de ce dépôt pharmaceutique ouvert à Mdé et dont le propriétaire n'est autre qu'un membre du conseil de l'ordre des pharmaciens, mais également actionnaire

majoritaire de la pharmacie Oasis, alors que seule la pharmacie nationale « dispose du droit de distribuer des médicaments » en Union des Comores.

Quand nos confrères ont approché l'inspecteur, ce dernier a répondu, pour justifier le non respect des textes que « le code de la santé n'est pas appliqué en l'état parce qu'il est en cours d'amendement ». Or, comme le souligne Hayba FM,

selon les juristes, le processus de révision d'une loi ne suspend pas son application. Selon nos informations, le dépôt en question a été fermé par le commissariat à la santé de Ngazidja. Un coup d'épée dans l'eau car il a fini par rouvrir quelques jours plus tard grâce, nous-dit-on, à l'intervention de l'inspecteur qui est un ami du propriétaire.

Toufé Maecha

## FÉDÉRATION COMORIENNE DE BOXE AMATEUR (FCBA)

## Les icônes de la boxe comorienne distinguées

*Lors de la cérémonie d'ouverture d'un Centre d'Animation de Boxe Olympique, tenue le week-end à l'Injs de Moroni, nous avons rencontré trois grands pionniers de la discipline. Les trois icônes de la boxe comorienne, Karnet, Hadok et Hadharmoti ont été honorablement décorés : médailles d'Or, attestations et en annexe, enveloppes bien garnies.*

Fundi Karnet de Ikoni, Capitaine Hadok de Moroni et Hadharmoti de Mitsoudjé ont été distingués le dimanche 17 décembre 2017. Tous ont salué ce geste historique de reconnaissance dont fait preuve le bureau exécutif de la Fcba.

« J'ai quitté l'armée française en 1964. Et sur invitation de Djohar, à l'époque Ministre de la Jeunesse et des Sports, je suis venu aux Comores en 1966. Sa préoccupation, c'était de promouvoir le déve-

loppement du sport dans l'Archipel. J'ai instauré, ou plutôt popularisé mes disciplines de prédilection : le basket-ball et la boxe », se souvient Fundi Karnet.

Il avait débuté ses actions par des campagnes de sensibilisation. « Au départ, le planning d'entraînement que je m'étais efforcé à instaurer paraissait éprouvant et épuisant pour le groupe. Mais à force d'exercer, les boxeurs s'y sont familiarisés », explique notre interlocuteur. Il s'agissait d'une endurance : longue course à dose modérée, sauts à la corde, d'une durée progressive de 10, 20 et/ou 30 minutes, exercices au sac relativement long, capacité à tenir un sparring, mouvements et exercices avant chaque combat.

## La force du Ko

Fundi Karnet enchaîne : « J'ai eu la chance d'être accompagné par les autorités comoriennes. Ce geste a

servi de stimulus à tout le monde, encadreurs techniques, boxeurs et public ». Fundi Karnet avait eu à confronter le géant Mombasa, un compatriote venu de la Tanzanie. « J'ai perdu le combat mais j'ai été la vitrine du pays. L'adversaire m'enviait pour ma technique. C'est le seul combat qui m'a échappé ».

En boxe, on ne juge pas strictement le talent. On note seulement les points, qui se cumulent en alignant les touches ou le Ko. Aussi talentueux qu'un boxeur soit, s'il réussit 50 frappes par reprise alors que l'adversaire frappe 200 fois, il est difficile pour les juges d'accorder la victoire au premier. Un Ko met fin au suspense. Fundi Karnet a oublié de rapporter qu'à l'époque, il n'y avait que lui et Mombasa qui représentaient le poids lourd. Et il n'y avait, entre eux, qu'une seule démonstration au ring.

Bm Gondet

## Numéros utiles

## Police

Moroni: 764 46 64  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

## Gendarmérie

Moroni: 764 49 92  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

## Immigration

Ngazidja: 773 42 86  
Anjouan: 771 01 73  
Mohéli: 772 01 37

## Aéroport

Hahaya: 773 15 95  
Ouani: 771 07 31  
Mohéli: 772 03 71

## HÔTELS &amp; RESTAURANTS :

Le Select 773 00 31

## Port maritime

Moroni: 773 00 08  
Mohéli: 772 02 57  
Anjouan: 771 01 43

## Hopitaux

Moroni: 773 25 04  
Fomboni: 772 03 73  
Mutsamudu: 771 00 34

## Banques

BIC: 773 02 43  
Eximbank: 773 94 01  
Banque centrale: 773 10 02  
SNPSF: 764 43 00  
Meck: 773 36 40

## MAMWE

Moroni: 773 48 00  
Mutsamudu: 771 02 09  
Fomboni: 772 05 18

# DECOUVREZ MOZAMBIQUE

Venez célébrer le nouvel an spécial 2018

DÉPÊCHEZ VOUS !!  
IL NE RESTE PLUS QUE QUELQUES SIÈGES !!

Avani Pemba Beach Hotel

29 DECEMBRE  
AU 01 JANVIER

3 NUITS,  
4 JOURS

A PARTIR DE  
425 000 km\*

Offre spécial

Contact: Mlle Rahma Ahamada GSM: + 269 328 69 69  
Mail: moroni2@flyabaviation.com

VISA MasterCard

\* compris hébergement, visa, transport, et déjeuner

AB Aviation  
www.flyabaviation.com



**UNION DES COMORES**  
Unité-Solidarité-Développement

VICE-PRESIDENCE EN CHARGE DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE, DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE  
ET DE L'URBANISME

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES  
(DGRH)

Premier Projet de Gouvernance des Pêches et Croissance Partagée du Sud -Ouest de l'Océan Indien, (SWIOFish1)- P132123/P132029

SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE  
SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET

**Appel à candidature pour le recrutement d'un consultant individuel pour effectuer une analyse du secteur privé de la pêche au niveau national, établir un diagnostic des filières de pêche et les recommandations d'amélioration.**

Date de l'avis : 19 Décembre 2017

1. L'Union des Comores a reçu un don de l'Association Internationale de Développement et du Fond Mondial pour l'Environnement pour financer le coût du Premier projet de Gouvernance des pêches et Croissance Partagée du Sud-Ouest de l'Océan Indien et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce don pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : Recrutement d'un consultant individuel pour effectuer une analyse du secteur privé de la pêche au niveau national, établir un diagnostic des filières de pêche et les recommandations d'amélioration.

**2. Description des Tâches :**

Sous la supervision directe de la Direction Générale des Ressources Halieutiques, et en collaboration étroite avec l'Unité de Gestion du Projet SWIOFish1, le consultant aura pour tâches de :

- Procéder à une analyse détaillée du secteur privé pêche comorien en portant une attention particulière au marché, en étudiant l'offre et la demande des produits de la pêche ;
- Faire une analyse FFOM (forces faiblesses opportunités menaces) des filières pêche aux Comores ;
- Décrire la structure des filières halieutiques aux Comores (de la capture à la vente, et incluant les métiers connexes), incluant les acteurs formels et informels, illicites ou non, et identifier des activités nouvelles de développement dans les filières halieutiques ;
- Etablir les diagnostics identifiant les contraintes majeures qui limitent l'investissement ainsi que les opportunités et potentialités de développement du secteur privé de la pêche comorienne. Ces diagnostics porteront notamment sur : (i) l'environnement des affaires ; (ii) le financement du secteur privé de la pêche ; (iii) l'encadrement technique des opérateurs ; (iv) les facteurs de production et de compétitivité ;
- Identifier des mesures et des actions appropriées à mettre en œuvre pour le développement du secteur privé de la pêche comorienne, particulièrement dans les zones d'intervention du projet SWIOFish1 en différenciant : (i) les mesures relatives à l'environnement macroéconomique, institutionnel, juridique et réglementaire du secteur privé et du secteur informel de la pêche ; (ii) les mesures relatives aux facteurs de production et services ; (iii) les mesures relatives au soutien à la croissance sectorielle ; (iv) les mesures relatives au financement du secteur privé de la pêche ; et (v) les mesures relatives à la compétitivité par le développement des compétences au niveau sectoriel ;
- Quantifier les bénéfices potentiels de ces actions, sur le plan de l'augmentation des revenus, de la création d'emplois, et des réductions de pertes post-captures (et augmentation de la valeur des produits) ;
- A partir de l'analyse diagnostique et des mesures/actions identifiées ci-dessus, proposer les mesures prioritaires à mettre en œuvre en fonction de leur contribution au développement du secteur privé halieutique, à l'amélioration de l'environnement sectoriel des affaires aux Comores et en prenant en compte leur contribution à la création d'emplois, la croissance du PIB, la préservation de l'environnement, l'atténuation des déséquilibres macro économique inter-îles et intra-îles et la poursuite des mesures prioritaires engagées dans le cadre de la stratégie nationale de développement. Chaque mesure/action prioritaire proposée doit être accompagnée d'activités pertinentes à réaliser démontrant les liens multisectoriels incluant leurs coûts indicatifs, ainsi que des indicateurs de suivi/évaluation pertinents ;
- Etablir dans la mesure du possible, le lien avec la stratégie de développement du secteur privé en cours d'élaboration avec l'appui de la BAD et sous la supervision du CGP (en s'appuyant sur les travaux existants et/ou en cours).

**3. Durée du travail du consultant :**

La mission va se dérouler en Union des Comores, sous la supervision de l'Unité de Gestion

du Projet SWIOFish1 basée à la Direction Générale des Ressources Halieutiques (DGRH), Moroni – Hamramba.

Le consultant exécutera la mission sur une durée totale de 60 jours étalés dans une période de quatre mois.

**4. Profil du Consultant :**

Titulaire d'un diplôme de BAC +5 en économie, finance ou équivalent spécialiste du développement du secteur privé et de la pêche.

Il doit posséder au moins 8 ans d'expérience professionnelle dans le domaine du développement du secteur privé, de l'amélioration de la compétitivité et la promotion de l'investissement privé.

Il doit posséder une expérience avérée dans le secteur de la pêche dans les pays en développement.

Le consultant doit avoir déjà réalisé avec succès au moins une mission similaire (c'est-à-dire la réalisation d'une analyse/étude diagnostique et d'une stratégie pour le développement du secteur privé), des expériences dans le domaine halieutiques seraient un atout.

Une bonne connaissance des problématiques de développement du secteur privé pêche dans les petits états insulaires en développement serait un atout appréciable ;

La maîtrise du français (parlé, écrit et lu)

Excellente capacité rédactionnelle, capacité d'analyse ET de synthèse.

5. Le Consultant (**Consultant Individuel**) sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les Directives : **Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, Janvier 2011 et révisées en juillet 2014.**

6. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations à l'adresse mentionnée ci-dessous du lundi au samedi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et du vendredi au samedi : de 8 heures 30 minutes à 11 heures 30 minutes (heure locale).

Les manifestations d'intérêt, constituées : i) d'une lettre de motivation, ii) d'un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience du Candidat et iii) des copies des diplômes, attestations et certificats, etc., doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au **plus tard le Mardi 02 Janvier 2018 à 10 heures, heure locale** à l'attention de Monsieur le Coordonnateur national portant la mention:

« **recrutement d'un consultant individuel pour effectuer une analyse du secteur privé de la pêche au niveau national, établir un diagnostic des filières de pêche et les recommandations d'amélioration** »

**Premier Projet de Gouvernance des Pêches et de Croissance Partagée du Sud Ouest de l'Océan Indien (SWIOFish1) – Direction Générale des Ressources Halieutiques – Moroni – Hamramba – BP : 41 – E-mail : swiofish.comores@yahoo.fr - Tél : (269) 763**

64 22